

Des milliers de citoyens marchent à travers le pays

- Grande manifestation citoyenne dans les rues de Béjaïa
- Tizi Ouzou renoue avec les manifestations du Mouvement populaire

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5307 - Mardi 23 février 2021 - Prix : 10 DA



Ph/E. Soraya/J.-A.

Industrie, habitat, ressources en eau, énergie et mines...

Anciens et nouveaux ministres se sont passé les consignes

Page 2

Bashagha échappe à un attentat

Par Mohamed Habili

Hier, dans cette colonne, il était question de l'ambivalence de la situation prévalant pour l'heure en Libye, au lendemain immédiat de la réunion de Genève, qui a donné un nouvel exécutif transitoire à ce pays en crise depuis bientôt très exactement une décennie. On a pu y déceler des motifs d'espoir laissant entrevoir une sortie de crise avant que cette année ne s'achève. Mais aussi des sujets d'inquiétude car tout ce qui s'y passe ne va pas dans ce sens. A vrai dire, c'est plutôt ce qui devait arriver en conformité avec la nouvelle donne et qui cependant n'arrivait pas, qui posait problème, bien plus que des actes positifs s'y inscrivant en faux de façon indubitable. Logiquement, en effet, le gouvernement d'union nationale de Fayaz el-Serraj devait annoncer son départ dès le moment où un nouvel exécutif, comportant à la fois un gouvernement et un conseil présidentiel, a vu le jour, qui plus est sous les meilleurs auspices, ceux de la communauté internationale, à cet égard tout comme lui. Quelque chose, donc, aurait dû intervenir qui se fait encore attendre. Ici une précision s'impose : annoncer son départ, ce n'est pas nécessairement partir sur-le-champ. Un gouvernement du reste ne part pas avant d'échanger avec celui qui va le remplacer. Le GNA, s'il a félicité le nouvel exécutif de son élection ou de sa désignation, n'a toutefois pas fait savoir que son intention était bien de lui céder la place.

Suite en page 3

Tout en appelant le Snapo au dialogue

L'Association des distributeurs se défend quant à la rareté des médicaments



Ph/D. R.

Durant deux dimanches consécutifs, les pharmaciens d'officine des différentes wilayas du pays ont observé une grève blanche en ne passant pas de commandes auprès des distributeurs. Réagissant, l'Association des distributeurs pharmaceutiques algériens (Adpha) a souligné que «le phénomène des ruptures de médicaments existe depuis plusieurs années et pour désigner les distributeurs comme responsables, le Snapo se trompe de cible en s'attaquant à eux».

Page 2

Ligue des champions d'Afrique/MCA-EST ce soir

Le «Doyen» vise les trois points

Page 15

Pétrole

Le Brent entame la semaine à 63,39 dollars

Page 5

Tout en appelant le Snapo au dialogue

L'Association des distributeurs se défend quant à la rareté des médicaments

■ *Durant deux dimanches consécutifs, les pharmaciens d'officine des différentes wilayas du pays ont observé une grève blanche en ne passant pas de commandes auprès des distributeurs. Réagissant, l'Association des distributeurs pharmaceutiques algériens (Adpha) a souligné que «le phénomène des ruptures de médicaments existe depuis plusieurs années et pour désigner les distributeurs comme responsables, le Snapo se trompe de cible en s'attaquant à eux».*

Par Thinhinene Khouchi

Dans un communiqué rendu public, l'Association des distributeurs pharmaceutiques algériens (Adpha) a indiqué que contrairement à ce que veut faire croire le Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine (Snapo), les raisons qui perturbent la disponibilité des médicaments ne sont pas les distributeurs, soulignant que «ces problèmes se sont toujours rapportés aux retards des autorisations de programmes d'importation, aux limites du système d'enregistrement, à la gestion des interdictions d'importation, à l'absence d'un système d'information. Ce sont ces problèmes en amont qui dérèglent la distribution et non l'inverse». A ce sujet, le président de l'Adpha, D' Abderrahmane Benberou, a indiqué que «certes, il y a des tensions sur certains médicaments, mais cela touche à plus une vingtaine de médicaments et la situation n'est pas aussi alarmante que veut le faire croire le Snapo». Tout en contestant le chiffre de 335 médicaments en rupture de stock, annoncé par le Snapo, le président de l'Adpha a estimé que bien au contraire «la situation s'est améliorée ces dernières semaines et plusieurs médicaments sont aujourd'hui disponibles». Il tient à rappeler, tel qu'il est souligné dans le communiqué, que «tout responsable au niveau de la filière phar-

maceutique nationale devrait garder à l'esprit la période exceptionnellement perturbée que traverse l'Algérie, autant du fait de la crise économique sévère qui a considérablement réduit les capacités financières de notre pays, que du contexte pandémique dont les turbulences affectent toute la chaîne mondiale de l'approvisionnement et du transport de nos matières premières et autres intrants pharmaceutiques». Réagissant au mouvement des pharmaciens, sous la bannière du Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine, l'Association estime qu'au cours de ces derniers mois, «le Snapo a mené une campagne de presse sans précédent pour dénoncer le phénomène des ruptures qui existe pourtant depuis plusieurs années et pour désigner les distributeurs comme responsables d'un problème complexe qui trouve fondamentalement sa source dans un certain nombre de faiblesses systémiques qui ne peuvent être surmontées instantanément et nécessitent la mise en place d'outils adéquats». L'Adpha tient à rappeler que les acteurs de la chaîne du médicament, qu'ils soient distributeurs ou pharmaciens, sont soumis aux mêmes contraintes et aux mêmes règles et visent le même objectif, celui de «fournir un service de qualité aux patients». Enchaînant que «l'un ou l'autre de ces maillons vient à être affaibli, et ce sont les performances de l'ensemble de la chaîne du médicament qui

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DU MÉDICAMENT



Association Algérienne des Distributeurs Pharmaceutiques (ADPHA)

seront nécessairement amoindries». L'Adpha insiste également pour se dédouaner des accusations faites à l'encontre des distributeurs des médicaments, indiquant que «les ruptures, c'est bien connu, n'ont pas pour origine une quelconque pratique malsaine des distributeurs, elles tiennent à des problèmes inhérents au mode de régulation». Dans le communiqué, l'Adpha a souligné que «le nouveau ministère de l'Industrie pharmaceutique commence tout juste à mettre en œuvre un programme d'actions plutôt ambitieux». Elle estime que cette réorganisation en profondeur est «engagée» et qu'il «semble raisonnable de faire preuve de patience et de compréhension pour un phénomène persistant depuis plusieurs années et ainsi pouvoir apprécier, dans la

durée, ce qui en résulte concrètement sur le terrain». Et d'ajouter que dans un tel contexte, «les acteurs principaux du secteur, à l'image du Snapo, devraient s'en tenir à un minimum de réserve et ne pas amplifier ou susciter des inquiétudes qui s'expriment au niveau de la population». Enfin, l'Adpha a estimé que le plus important dans le contexte actuel est de

trouver un terrain de dialogue serein pour trouver des solutions efficaces, affirmant qu'«en ces moments difficiles, il faut faire prévaloir le dialogue et la recherche de solutions constructives, impliquant producteurs, distributeurs et pharmaciens d'officine, en concertation étroite avec les autorités publiques compétentes».

T. K.

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 177 nouveaux cas et 3 décès

L'Algérie a enregistré 3 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, le même nombre qu'hier (3), portant à 2 964 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a connu une légère hausse, avec 177 cas, soit 24 cas de plus par rapport au bilan d'hier (153), pour atteindre, au total, 112 094 cas confirmés.

R. N.

Industrie, habitat, ressources en eau, énergie et mines...

Anciens et nouveaux ministres se sont passé les consignes

Plusieurs changements ont eu lieu, hier, dans les ministères, au lendemain du remaniement ministériel opéré, dimanche, par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. À l'occasion de la passation de consignes, les nouveaux ministres ont dévoilé les grandes lignes de leurs engagements au sein de l'exécutif.

Les passations des pouvoirs se sont succédées dans les ministères, hier, notamment entre Ferhat Aït Ali Brahim et Mohamed Bacha à l'Industrie, Arezki Berraki et Mustapha Kamel Mihoubi aux Ressources en Eau, Kamel Nasri et Tarek Belaribi à l'Habitat ou encore entre Abdelmadjid Attar et Mohamed Arkab.

Lors de sa passation des pouvoirs avec Ferhat Aït Ali Brahim, le nouveau ministre de l'Industrie, Mohamed Bacha, s'est engagé à intensifier les efforts pour la relance du secteur industriel en Algérie, y compris la promotion de l'investissement local et étranger, à travers l'amélioration du climat des affaires. Il s'est engagé à ne ménager aucun effort pour la relance du secteur industriel national, insistant sur l'importance d'asseoir une base industriel-

le forte et solide à même de contribuer à la diversification de l'économie qui passe par la diversification de l'industrie. Le nouveau ministre de l'Industrie a occupé plusieurs postes au niveau du ministère durant ses 20 ans de carrière, dont celui de directeur, chef de département, puis directeur général.

Par ailleurs, le nouveau ministre des Ressources en eau, Mustapha Kamel Mihoubi, a pris ses nouvelles fonctions en remplacement de Arezki Berraki. A cette occasion, Mihoubi a assuré qu'il poursuivra les efforts déjà consentis par son prédécesseur Berraki pour le développement de ce secteur sensible et stratégique. Parmi les priorités du secteur qu'il dirige désormais, le nouveau ministre a souligné notamment l'approvisionnement des populations des zones reculées en eau potable dans le cadre du développement des zones d'ombre, mais également la poursuite des chantiers inscrits dans le plan national des ressources en eau dont l'entretien des réseaux, la gestion des ressources, l'assainissement et le traitement des eaux usées.

Au secteur de l'Habitat, Tarek Belaribi

a pris ses fonctions à la tête du ministère, en remplacement de Kamel Nasri. Tarek Belaribi était directeur général de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL). Belaribi a affirmé que «la bataille de l'édification et de la construction se poursuivra toujours dans le secteur de l'Habitat, nécessitant la mobilisation de tous les efforts et les compétences des cadres du secteur». De son côté, Kamel Nasri, nommé ministre des Travaux publics et des Transports, a indiqué que «ce secteur sensible bénéficie de l'intérêt de tous les citoyens algériens et que le personnel et les cadres du secteur sont conscients aujourd'hui du poids de la responsabilité». Mohamed Arkab a pris ses nouvelles fonctions de ministre de l'Énergie et des Mines en remplacement de Abdelmadjid Attar, suite au rattachement du département des Mines à celui de l'Énergie.

Lors de la cérémonie de passation de consigne, Arkab a évoqué les priorités du secteur de l'Énergie dans un contexte mondial marqué par la double crise sanitaire et économique qui exige de nous une mobilisation totale et de fournir des

efforts démultipliés pour faire face aux défis actuels et futurs. De plus, le ministre de l'Énergie et des Mines a souligné l'intérêt de poursuivre la relance du secteur des Mines devant contribuer au renforcement et à la diversification de l'économie nationale à travers les grands projets entamés. Pour sa part, Abdelmadjid Attar a souligné le travail effectué par le ministère de l'Énergie au cours des derniers mois, notamment à travers la préparation de 36 textes réglementaires en moins d'un an. Il a notamment rappelé les différents chantiers entamés, la finalisation de la réorganisation du ministère de l'Énergie et la collaboration avec le ministère des Énergies renouvelables et de la Transition énergétique portant notamment sur le lancement d'une entreprise publique du renouvelable.

Aussi, Hocine Cherhabil a pris ses fonctions à la tête du ministère de la Numérisation et des Statistiques en remplacement de Mounir Khaled Berrah. Ce département ministériel a été créé dans le cadre du remaniement ministériel opéré par le Président Tebboune en juin 2020.

Louisa Ait Ramdane

A l'occasion du 2^e anniversaire du Hirak

Des milliers de citoyens marchent à travers le pays

■ Le deuxième anniversaire du Hirak a été marqué par des marches populaires à travers différentes wilayas du pays.

Par Aomar Fekrache

Des milliers de citoyens ont tenu à manifester pour célébrer cette date phare, ayant permis de mettre fin à la dérive d'un 5^e mandat de l'ex-président Abdelaziz Bouteflika. Les foules ont entamé leurs marches vers 11 heures dans plusieurs régions du pays. A Alger, un important dispositif sécuritaire a été déployé tôt dans la matinée. Et c'est vers midi que les premiers groupes de manifestants commençaient à affluer du côté de la rue Didouche-Mourad, avant de converger vers la Grande Poste. D'autres groupes ont aussi afflué du Champ de manœuvre et de la place des Martyrs. L'itinéraire de la marche a été fortement encadré par des policiers, mais sans que des heurts ne soient enregistrés. Quelques manifestants interpellés n'ont pas tardé à être relâchés.

Les manifestants ont scandé les mêmes slogans, dénonçant des abus de pouvoir et la corruption. Ils ont aussi exprimé

leur vœu d'une Algérie démocratique et prospère. Malgré le froid et l'anniversaire du Hirak coïncidant avec une journée ouvrable, les foules de manifestants étaient constituées de toutes les tranches de la société. Des jeunes, des moins jeunes, des travailleurs et des retraités. Des femmes parfois malades ou handicapées étaient présentes. «Pour moi, ce jour est une fête et mérite d'être célébré», nous dira une mère de famille, venue marcher «malgré ses engagements et obligations». Pour un autre manifestant, ingénieur, la cinquantaine, «le Hirak a remis le pays sur rails. C'est l'occasion à ne pas rater, d'amorcer une nouvelle dynamique sur de bonnes bases...». Alger n'est toutefois pas la seule ville à connaître des manifestations célébrant le date du 22 février. A Tizi Ouzou, Bouira, Béjaïa, Annaba, Sidi Bel-Abbès, Oran, Constantine, etc., des milliers de citoyens ont marché dans un climat de fraternité et avec le mot d'ordre de «Silmia». Faut-il d'ailleurs préciser qu'à Alger-Centre, vers 15



Photo: Soraya J. A.

heures, le cordon de sécurité mis en place a été pratiquement abandonné. Les éléments de maintien de l'ordre ont laissé les citoyens traverser librement, même le tunnel des facultés, fermé dans un premier temps, a été autorisé aux piétons. C'est dire que la journée d'hier bien que foncièrement revendicative est restée toutefois festive. Sur les écriteaux brandis par les «marcheurs» et les slogans des uns et des autres, l'on pouvait clairement tirer un dénominateur commun, à savoir : il n'est plus question de revenir aux

pratiques du passé. L'unité du pays était l'autre point que l'on retrouve auprès de tous les manifestants à travers toutes les régions du pays. Sur les réseaux sociaux, les photos et vidéos des marches ont envahi la Toile et la forte présence citoyenne malgré les conditions climatiques défavorable est la preuve que les Algériens sont restés fidèles aux idéaux d'un Hirak populaire pacifique et exemplaire, mené par une jeunesse décidée d'aller vers un changement longtems espéré.

A. F.

Grande manifestation citoyenne dans les rues de Béjaïa

Des milliers de personnes, en provenance des quatre coins de la wilaya, ont investi hier matin la ville de Béjaïa, à l'occasion du 2^e anniversaire de la marche du mouvement national Hirak du 22 février 2019. Comme annoncé depuis la ville de Kherrata le 16 février dernier, une grande foule s'est d'abord rassemblée sur l'esplanade de la maison de la culture avant de s'ébranler sur le boulevard de la Liberté pour parcourir des centaines de mètres, passant par le siège de la wilaya, la place Saïd-Mekbel et finir devant le théâtre régional de Béjaïa. De grandes foules se sont d'abord rassemblées devant le siège de la wilaya, scandant des slogans anti-régi-

me et attendant l'arrivée des autres manifestants dont certains sont venus de villages situés aux extrémités de la wilaya.

Des milliers de personnes de tout âge (jeunes, femmes, vieux, ...) sont venus afin de crier leur ras-le-bol et réclamer avec beaucoup de force un changement radical du régime par la mise en œuvre de véritables mesures politiques pouvant aboutir à la construction d'un Etat de droit, une justice sociale et un Etat des libertés et d'unité. La ville s'est remise hier dans la grande ambiance des manifestations populaires, en dépit du mauvais temps. Drapeaux, banderoles, pancartes ont été arborés et des

slogans ont été scandés à tue-tête et sans arrêt.

On a ressorti tout l'arsenal des slogans du Hirak. Les banderoles et pancartes remises ont été dépourssées et ont continué à servir dans la rue, comme l'an dernier avant la crise sanitaire. A vrai dire, elles ont servi lors de la marche du 16 février à Kherrata. «Kolna el issaba trouh, Koulna el issaba trouh», «Pouvoir assassin», «Mazalagh dhimazighen», «Djazair hourra democratia», «Libérez les détenus», «Sanassir sanassir hetta yadhouth etaghyir», «Astrouhem, astrouhem», «Winek winek ya adala», «El-istiklal, el istiklal», «Klitou lebled zawali mat...wekiloum rabbi el aâli», «Djina bache terrahalou,

madjinach nahtafou», «Echaâb yourid el istiklal», «Adala moustakila», «Echaâb m'herrar houa li karar», «Echaâb yourid ikskat enidham», «Libérez l'Algérie», autant de slogans et bien d'autres ont été sans cesse scandés hier par la foule qui s'est séparée dans le calme. Sur les pancartes et les banderoles sont écrites des revendications politiques et sociales exprimant le désir du changement et la mal vie, entre autres. Notons que les avocats du barreau ont poursuivi leur mouvement de solidarité avec leurs collègues d'Akbou et de Blida. Ils ont organisé une marche pour réclamer l'indépendance de la justice et un Etat de droit.

Hocine Cherfa

M. H.

Tizi Ouzou renoue avec les manifestations du Mouvement populaire du 22 février

La ville de Tizi Ouzou, à l'instar des autres régions du pays, a renoué hier avec les manifestations du Mouvement populaire du 22 février, à l'occasion de son deuxième anniversaire. En effet, des milliers de personnes ont marché de l'université Mouloud-Mammeri jusqu'à l'ancienne gare routière, empruntant les principales rues de la capitale du Djurdjura. Les manifestants ont scandé les slogans du Hirak réclamant le

changement radical du système politique du pays pour plus de démocratie et de justice sociale. Les manifestants ont brandi l'emblème national, le drapeau amazigh, des banderoles et des pancartes sur lesquelles les revendications du Mouvement populaire du 22 février étaient transcrites. Des chants révolutionnaires et politiques ont été également entonnés par les manifestants à travers les artères de la ville des Genêts. Les manifestants n'ont com-

mencé à se disperser dans le calme qu'après 14h30. Plus tôt dans la matinée, les avocats ont marché depuis le siège de la cour de Justice jusqu'au centre-ville pour réitérer leur attachement aux revendications du Mouvement populaire du 22 février. A noter que l'important dispositif policier déployé à différents endroits de la ville des Genêts au lever du jour s'est retiré de l'itinéraire de la manifestation.

Hamid Messir



LA QUESTION DU JOUR

Bashagha échappe à un attentat

Suite de la page une

Or dans la situation qui est celle aujourd'hui de la Libye, d'un pays donc sous tutelle de l'ONU, le nouvel exécutif ne le cède en rien au précédent pour ce qui est de la légitimité. Or il se trouve que depuis avant-hier, ce ne sont plus les événements manquant qui assombrissent le tableau libyen mais quelque chose de tout à fait réel : la tentative d'assassinat survenue dans une banlieue de Tripoli à l'encontre de Fathi Bashagha, le ministre de l'Intérieur du gouvernement d'union nationale. On ne sait trop encore quel en est le motif, ni par conséquent l'instigateur ou le coupable. Ce qui vient le premier à l'esprit, c'est la participation de l'homme pour cible au processus onusien ayant débouché sur la formation du nouvel exécutif. Il a été candidat au poste de chef de gouvernement sur la même liste qu'Aguila Salah lors des élections tenues à Genève sous l'égide de l'ONU le début de ce mois. Son implication en même temps que celle du président du Parlement basé à Tobrouk n'a évidemment pas peu contribué à donner du crédit au processus onusien. Bashagha est de Misrata, la région d'où procède la milice la plus puissante de celles qui tiennent Tripoli. Cela fait de lui l'homme le plus puissant du GNA. Plus puissant en tout cas que le chef en titre de ce dernier, el-Serraj, qui avait semblé un temps pas si lointain tout près de s'effacer devant lui. Ce qui est sûr par contre, c'est que cette tentative de liquidation physique n'est pas pour démentir les déclarations faites par Stephanie Williams au cours de la réunion de Genève au journal britannique «The Guardian», dans lesquelles elle fustigeait les «kleptocrates» en poste et à l'œuvre tant à Tripoli qu'à Tobrouk, qui voudraient faire capoter le processus de sortie de crise piloté par la Manul, la mission onusienne pour la Libye. Il semble bien que ses craintes ne soient pas exagérées.

UPM

Yacine Oualid participe à l'ouverture des ateliers sur la e-gouvernance

LE MINISTRE délégué auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up, Yacine Oualid, a participé hier à l'ouverture des ateliers de l'Union pour la Méditerranée (UPM) sur la E-gouvernance, a indiqué un communiqué du ministère.

Ces ateliers ont été organisés par l'UPM, le ministère délégué chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up, l'Agence de coopération internationale allemande (GIZ) et le cluster estonien des TIC.

Ils ont comme objectifs de partager les expériences en matière de digitalisation des administrations publiques et ont été marqués par la présence d'experts internationaux en la matière et d'un nombre important de représentants de différents ministères algériens, précise la même source.

Les ateliers ont traité plusieurs sujets relatifs notamment à l'interopérabilité, le cadre juridique de la E-gouvernance, le développement des compétences numériques, la sécurité et gestion des données et les procédures de transactions simplifiées pour les entreprises, ajoute le communiqué.

K. L.

Remaniement ministériel/Réduction du nombre de départements — Implication de nouvelles compétences dans le secteur économique

■ Le remaniement ministériel opéré dimanche par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a débouché sur la réduction du nombre de départements ministériels, avec toutefois l'implication de nouvelles compétences, notamment dans le secteur économique, tout en maintenant les ministres de souveraineté à leurs postes respectifs.

Par Hocine H.

Le remaniement du gouvernement de Abdelaziz Djerad aura touché principalement le secteur économique, alors que le nombre des départements a été ramené, pour des raisons d'efficacité, à 34 ministères, à travers la fusion et la suppression de certains départements.

A cet effet, les ministères de l'Energie et des Mines ont été fusionnés et confiés à Mohamed Arkab qui remplace ainsi Abdelmadjid Attar qui était à la tête du ministère de l'Energie depuis juin 2020.

Le Président Tebboune a également nommé Mohamed Bacha à la tête du ministère de l'Industrie, en remplacement de Ferhat Ait Ali Braham, tandis que le secteur de la Numérisation et des Statistiques a été confié à Hocine Cherhabil en remplacement de Mounir Khaled Berrah.

L'ancien directeur général de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), Tarek Belaribi, a été promu au poste de ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville et succède à Kamel Nasri,



nommé en juin 2020. Ce dernier a changé de portefeuille puisqu'il est désormais chargé du ministère des Travaux publics et des Transports, en remplacement de Farouk Chiali.

Le président de la République a en outre confié le secteur des Ressources en eau à Mustapha Kamel Mihoubi qui remplace Arezki Berraki, de même que Mohamed Ali Boughazi, nommé ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial à la place de Mohamed Hamidou.

M^{me} Dalila Boudjemaa, qui avait occupé pendant plusieurs années le poste de directrice générale de l'Environnement, a été promue ministre de l'Environnement, un portefeuille qu'occupait Nassira Ben Harrats, alors que le secrétaire général du gouvernement, Yahia Boukhari a été maintenu.

En tout, sept ministres, trois ministres délégués et un secrétaire d'Etat ont quitté le gouvernement. Il s'agit de Abdelmadjid Attar, Ferhat Ait Ali Braham,

Mounir Khaled Berrah, Farouk Chiali, Arezki Berraki, Mohamed Hamidou, Nassira Ben Harrats, outre Hamza Al Sidi Cheikh (ministre délégué chargé de l'Environnement saharien), Aissa Bekkai (ministre délégué chargé du Commerce extérieur), Bachir Youcef Sehairi (chargé de l'Industrie cinématographique) et Mohamed-Cherif Belmihoub (ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la Prospective).

H. H.

Accidents de la route

19 morts et 99 blessés durant les dernières 48h

Dix neuf personnes ont trouvé la mort et 99 autres ont été blessées dans 47 accidents de la route survenus à travers plusieurs wilayas durant les dernières 48h, a rapporté, hier, un bilan du Commandement général de la Gendarmerie nationale.

Dans leur bilan, les unités de la GN ont constaté, durant la période allant du 19 au 21 février en cours, 47 accidents de la route ayant fait 19 décès et 99 blessés dans les wilaya de Batna, Béjaïa, Biskra, Bouïra, Tamansrasset, Tiemcen, Tiaret, Alger, Jijel, Setif, Skikda, Sidi Bel-Abbès, Annaba, Guelma, Mostaganem, M'sila, Mascara, Oran, El Bayadh, Bordj Bou

Arréridj, Bumerdès, Tindouf, El Oued, Khenchela, Tipasa, Ain Defla, Naâma et Relizane.

S'agissant du trafic de stupéfiants, les mêmes services ont saisi 35 155 comprimés psychotropes, un montant de 245 000 DA issu de ce trafic et 11 moyens de transport, outre l'arrestation de 28 individus dans 12 wilayas, à savoir : Batna, Bouïra, Tiaret, Djelfa, Alger, Mascara, Ain Témouchent, El Oued, Ghardaïa, Khenchela, Ouargla et Bordj Bou Arréridj.

Dans le cadre de la protection du patrimoine national, les éléments de la GN ont procédé à la saisie de 770 pièces de monnaies anciennes, 3 bracelets et un collier

datant d'une période très ancienne, en sus de l'arrestation de 2 individus à Skikda.

Les différentes unités de la GN ont saisi 192 564 unités de boissons alcoolisées, 11 quintaux (qx) de tabac à chiquer, 14 294 unités de la même substance, 5 machines de conditionnement et d'emballage du tabac, 476 cartouches de cigarette, 56 qx de viande de volaille et 450 téléphones mobiles, précise le bilan.

Le bilan a fait aussi état de la saisie d'un drone muni d'une caméra numérique, d'un détecteur de métaux, d'appareils destinés à la chirurgie dentaire, d'un montant de 15 170 000 DA et de 7 690

euros, outre 3 moteurs de véhicule de poids léger, 17 moyens de transport et l'arrestation de 26 individus à travers 13 wilayas.

Selon la même source, les services de la GN ont saisi, durant les deux derniers jours, à Batna et à Oran, 21 faux billets de 2 000 DA et 1 000 DA, outre l'arrestation de 4 suspects.

Concernant l'immigration clandestine, les unités de la GN ont procédé, dans le cadre d'opérations distinctes, à l'arrestation de 22 étrangers de nationalités différentes, et de deux citoyens ayant «facilité» leur séjour illicite en Algérie.

M. L.

Langue

Des universitaires plaident pour le multilinguisme dans les écoles

L'apprentissage d'autres langues à l'école ne constitue pas une «menace pour la langue maternelle des apprenants», ont souligné, dimanche à Alger, des universitaires, plaçant pour la mise en œuvre d'une politique éducative ouverte sur le monde.

S'exprimant lors d'une rencontre organisée par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc) à l'occasion de la Journée internationale de la

langue maternelle, Khaoula Taleb Ibrahim, linguiste et professeure à l'université d'Alger, a affirmé que l'apprentissage d'autres langues à l'école, ne constitue pas une «menace» pour la langue maternelle des apprenants mais plutôt un facteur favorisant «l'inclusion dans l'éducation et la société».

Pour elle, l'école permet de s'ouvrir sur les sciences et les cultures du monde entier, en plaçant à ce titre pour une «poli-

tique éducative» ouverte sur le monde et les sociétés développées, et pour une rupture avec les «idéologies stériles».

L'école, appuie-t-elle, est un «instrument de libération et un creuset pour l'apprentissage des langues et des savoirs et cultures qu'elle véhicule».

Khaoula Taleb Ibrahim a noté que l'accès aux connaissances et savoirs exprimés dans les différentes langues repose sur l'enseignement multilingue, incluant

les langues nationales.

Pour sa part, l'enseignant universitaire, Abderazak Dourari, a focalisé sa communication sur l'importance du «plurilinguisme précoce» qui, argue-t-il, permet un apprentissage rapide des autres langues. Plaçant pour la mise en œuvre de programmes d'enseignement en langues maternelles, l'universitaire appelle à l'introduction dans les écoles des savoirs et sciences en tenant compte de la langue

maternelle des apprenants.

Proclamée en novembre 1999, la Journée internationale de la langue maternelle est célébrée le 21 février de chaque année pour encourager la conservation et la défense de toutes les langues parlées par les peuples dans le monde entier. Le thème choisi pour l'année 2021 est «promouvoir le multilinguisme pour l'inclusion dans l'éducation et la société».

R. D.

Pétrole

Le Brent entame la semaine à 63,39 dollars

■ Les cours des deux barils de référence restent proches de leurs records en plus d'un an atteints jeudi dernier, à respectivement 65,52 dollars et 62,26 dollars, des prix plus vus depuis janvier 2020.

P.N.D.R.



Par Samia Y.

Les cours du pétrole ont entamé la semaine en hausse hier, stimulés par une offre américaine toujours perturbée par le passage d'une vague de froid la semaine dernière et tandis que l'atten-

te du prochain sommet de l'Opep+ le 4 mars monte chez les investisseurs.

Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril gagnait 0,76 % à Londres par rapport à la clôture de vendredi, à 63,39 dollars. Le baril américain de WTI pour le mois

de mars, dont c'est le dernier jour de cotation, grimpeait dans le même temps de 0,69 % à 59,65 dollars. Les cours des deux barils de référence restent proches de leurs records en plus d'un an atteints jeudi dernier, à respectivement 65,52 dollars et 62,26 dollars, des prix plus vus

depuis janvier 2020. L'Etat du Texas, poumon énergétique américain, a été touché la semaine dernière par une masse d'air froid venue de l'Arctique. Cet épisode climatique extrême, qui a fait des ravages à travers le Sud et le centre des Etats-Unis, a entraîné l'arrêt de 40 % de la pro-

duction pétrolière du pays, selon des analystes, un resserrement de l'offre qui pousse les prix à la hausse. Les ingénieurs sont désormais confrontés aux dommages causés par la glace sur les infrastructures, d'après les spécialistes, soulignant qu'il faudrait probablement un certain temps avant que la production américaine ne revienne à la normale. Le marché s'intéresse également de près aux signaux envoyés par les membres de l'Opep+. Ces derniers se retrouvent avec les autres producteurs de l'alliance le 4 mars pour leur deuxième sommet interministériel de l'année.

S. Y.

Arabie saoudite Le PIB non pétrolier augmentera de 3 % en 2021

LA REPRISE de l'économie saoudienne en 2021 sera modeste, avec une croissance du PIB réel hors pétrole de 3 % en 2021, après la contraction de 2,7 % en 2020, a indiqué l'Association des grandes banques et institutions financières mondiales (IIF) dans un rapport. La reprise sera soutenue par les grands projets menés par le Fonds public d'investissement (PIF), a expliqué l'IIF.

Des indicateurs tels que le crédit au secteur privé et l'indice des directeurs d'achat (PMI) suggèrent que la croissance de la production s'est accélérée ces derniers mois.

Le PMI moyen mobile sur 3 mois est passé de 45 en mai 2020 à 56 en janvier 2021 (retour aux niveaux d'avant la pandémie). «La reprise en cours devrait s'accélérer au second semestre de cette année alors que la deuxième vague de la pandémie recule, que les vaccins Covid-19 deviennent largement disponibles et que les réductions de la production pétrolière sont réduites conformément à l'accord Opep+», selon Garbis Iradian, l'économiste en chef d'IIF de la région MENA. Le taux de TVA plus élevé, combiné à une légère augmentation des prix des produits de base autres que les combustibles, a porté l'inflation moyenne à 3,4 % en 2020 après une déflation de 2,1 % en 2019. «Les prix des matières premières restent en jeu. Nous prévoyons que l'inflation restera légèrement supérieure à 3 % en 2021», a déclaré Iradian. Selon l'IIF, les politiques monétaires du royaume resteront accommodantes jusqu'à ce que la reprise soit bien établie. Le système bancaire est resté relativement résilient, aidé par des positions initiales de fonds propres et de liquidités solides et une réponse flexible de la banque centrale, a-t-on conclu.

R. E.

Sonatrach

Hakkar en visite de travail et d'inspection à Hassi R'mel et Hassi Ilatou

Le président-directeur général de Sonatrach, Toufik Hakkar, a effectué une visite de travail et d'inspection dans la zone industrielle de Hassi R'mel (Laghouat) et dans la zone de production Hassi Ilatou (Adrar), où il a rencontré des représentants des travailleurs en vue de s'enquérir des différentes préoccupations et inauguré plusieurs structures sociales et sanitaires, a indiqué, dimanche, un communiqué du Groupe. La visite de M. Hakkar dans la zone industrielle de Hassi R'mel et la zone de production de Hassi Ilatou a eu lieu les 18, 19 et 20 février en cours, en compagnie du secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs du pétrole, du gaz et de la chimie, du secrétaire général du Syndicat national de Sonatrach ainsi qu'un nombre de

cadres supérieurs du Groupe.

Cette visite qui intervient dans le cadre de «la consécration de la communication de proximité existante et permanente entre la direction générale, le syndicat national et les travailleurs de la compagnie, a permis le suivi de préoccupations et avis différents, dans le but d'œuvrer à l'amélioration des conditions socioprofessionnelles des travailleurs», affirme-t-on dans le communiqué.

La délégation a rencontré les représentants des travailleurs de la zone de Hassi R'mel en vue de s'enquérir des différentes préoccupations et revendications, d'autant plus que la direction générale et le partenaire social se sont engagés à poursuivre le travail dans le but de trouver des solutions idoines.

Au programme de la deuxième journée, la délégation s'est

dirigée vers le Groupement de Timimoun pour visiter l'unité de traitement de gaz naturel où 3 millions de mètres cubes sont produits quotidiennement en attendant d'atteindre les 5 millions dans un futur proche, précise le communiqué.

A cette occasion, M. Hakkar a inauguré une base de vie dotée de tous les commodités, à savoir une salle de sports, un terrain multisports, une polyclinique ainsi que des espaces de détente au profit des employés du Groupement.

La délégation s'est, par la suite, rendue dans la zone de production dite Hassi Ilatou à Adrar pour inaugurer une autre base de vie, réalisée par la société nationale de Génie civil de bâtiment (GCB), en mesure d'accueillir plus de 200 travailleurs qui pourront bénéficier des com-

modités disponibles et travailler dans de bonnes conditions.

Au dernier jour de la visite de terrain, la délégation s'est enquis de la raffinerie de pétrole située à Sebbaa, assistant par la même occasion à des exhibitions d'extinction d'éventuels feux en cas de chargement de citernes de carburants.

Dans le même complexe, a été donné le coup d'envoi pour l'exploitation des bassins de traitement des eaux afin de préserver l'environnement et plus particulièrement les eaux souterraines. A l'issue de sa visite, la délégation a procédé à la distinction des travailleurs de l'entreprise GCB à l'occasion de l'anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures, en leur remettant des médailles de fidélité, a conclu le communiqué.

Sara B.

El-Oued

Exportation de 26 tonnes de pomme de terre vers l'Espagne

Une quantité de 26 tonnes de pomme de terre a été exportée depuis la wilaya d'El-Oued vers l'Espagne, via le port d'Alger, a-t-on appris dimanche de la Chambre d'agriculture (CA) de la wilaya d'El-Oued. Cette opération d'exportation s'insère au titre des efforts du secteur de l'Agriculture de la wilaya visant l'ouverture de nouveaux marchés extérieurs pour le produit agricole national, et la diversification des ressources alternatives aux hydrocarbures,

a indiqué le président de la CA d'El-Oued, Ahmed Achour.

Intervenant en cette conjoncture exceptionnelle marquée par la propagation de la pandémie de coronavirus, cette opération est le fruit du programme de vulgarisation agricole arrêté par la Chambre en question pour assurer l'accompagnement logistique des agriculteurs et établir des canaux de contact avec les opérateurs pour exporter le surplus des produits, a-t-il expliqué. L'exportation des pro-

duits agricoles font partie des alternatives optés par la Chambre et les autres organismes, eu égard à son rôle dans l'encouragement des jeunes à se déployer dans l'investissement agricole, créateur de richesses et d'emplois et levier de l'auto-suffisance alimentaire, a ajouté le même responsable.

De son côté l'opérateur Abdrezak Mokrani, également chef d'entreprise d'exportation des produits agricoles, a fait savoir que cette cargaison de

pomme de terre est la première du genre cette saison pour être suivie, à fin du mois de mars prochain, d'autres opérations de commercialisation de 800 tonnes du produit, avec une moyenne de six conteneurs par semaine. L'on relève que les opérations de conditionnement et d'emballage du produit destiné à l'exportation sont assurées par l'unité d'El Oued des entrepôts frigorifiques de la Méditerranée (Frigomedit).

Nabila T.

Logement

Relance des chantiers LSP et LPA à Bouira

■ Tous les projets de logements de type social participatif (LSP) et promotionnel aidé (LPA) «ont été relancés à Bouira», et ce, après un retard dû essentiellement à des contraintes techniques, administratives et à des litiges, a annoncé le wali, Lekhal Ayat Abdeslam.

Par Hocine A.

Dans un communiqué remis dimanche à la presse, le premier magistrat de la wilaya a tenu à rassurer les souscripteurs quant à la relance de tous

Jijel
250 millions DA consacrés à la réalisation d'une trémie et réhabilitation d'une autre à Taher

L'ASSEMBLÉE populaire de la commune (APC) de Taher (20 km au sud-est de Jijel) a alloué une enveloppe financière de plus de 250 millions de dinars pour l'achèvement d'une nouvelle trémie au centre-ville et la réhabilitation de l'ancien tunnel à l'entrée Est de la même commune dans le but de mettre un terme à l'asphyxie de la ville et de fluidifier la circulation, a indiqué le président de cette collectivité locale, Abdelouahab Yahiaoui. Dans ce contexte, le même responsable a affirmé qu'une enveloppe financière de plus de 250 millions de dinars a été accordée pour la concrétisation de «deux opérations importantes», une trémie dans la cité Zaâmouche, tandis que la seconde opération concerne la réhabilitation de l'ancien tunnel situé à l'entrée Est de la ville. Le même responsable a relevé, en outre, que ces deux opérations permettront de trouver une solution au trafic et de le rendre plus fluide, assurant que l'opération de réhabilitation de l'ancien tunnel d'une longueur de 128 mètres et d'une largeur de 6 mètres, datant de l'époque coloniale, a récemment démarré à la faveur d'actions de bénévolat visant à le nettoyer afin de permettre au bureau d'études de préparer une fiche technique détaillée. La même source a fait état, par ailleurs, d'une enveloppe financière d'environ 120 millions de DA allouée dans le cadre du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales pour concrétiser l'opération. Selon M. Yahiaoui, les travaux devraient commencer «prochainement» pour réaliser une nouvelle trémie dans le quartier Zaâmouche, considéré comme un «point noir» en raison de la densité du trafic automobile pour une enveloppe financière d'environ 130 millions de DA. L'édielle a révélé, enfin, que deux investisseurs ont exprimé leur souhait de réaliser un parking à étages à l'entrée de la ville, et dont la demande sera étudiée par les autorités locales, ce qui permettra, dit-il, si le projet se concrétise à l'avenir, de réduire significativement le problème du stationnement. R. R.

les chantiers LSP et LPA à Bouira pour répondre à la demande enregistrée.

«Tous les chantiers LSP et LPA ont été relancés après la levée de toutes les contraintes administratives, techniques et de litiges», a assuré M. Lekhal Ayat.

Quant aux projets dont les dossiers ont été introduits en justice, à l'image du chantier des 109 unités LSP à Raiffour (Est de Bouira), et le projet des 80 logements promotionnels aidés à Lakhdaria (Ouest) ainsi que les 30 autres unités du même type (LPA) à Bordj Khris (Sud), le même responsable a tenu à préciser qu'ils seront tous relancés une fois une décision de justice prise à ce propos.

Par ailleurs, une rencontre devra réunir prochainement le chef de l'exécutif avec les différents services concernés pour examiner l'évolution de ces projets de logements en cours de réalisation à Bouira. «Cette rencontre se déroulera dans les prochains jours, avec la participation des services administratifs, techniques, ainsi que les promoteurs publics et privés et des représentants de souscripteurs des programmes LSP



(logements sociaux participatifs), et LPA (logement promotionnel aidé)», est-il précisé dans le communiqué de la wilaya.

Ainsi, les représentants des souscripteurs de ces deux programmes de logements (LSP et LPA) sont appelés à se rapprocher de la cellule d'écoute et du suivi mise en place au siège de

la wilaya. Une autre rencontre devra aussi regrouper prochainement M. Lekhal Ayat avec les souscripteurs des programmes de l'Agence de l'amélioration de logement (AADL). «Cette rencontre aura lieu dans les prochaines semaines en présence des représentants des souscripteurs du programme AADL afin de faire la lumière sur l'évolution

des projets», a expliqué le wali dans le même communiqué.

Jeudi dernier, des dizaines de souscripteurs au programme 2013 de l'AADL ont observé un sit-in devant le siège local de l'agence AADL pour dénoncer et protester contre le retard enregistré dans la réalisation et la distribution de leurs logements.

H. A.

Tébessa

Des opérations sectorielles d'encouragement de l'investissement agricole à Ferkane

La commune de Ferkane (180 km au sud de Tébessa), réputée pour ses olives, son huile d'olive et ses produits maraîchers, a bénéficié de plusieurs opérations sectorielles visant à améliorer les conditions de vie des habitants et les encourager à investir davantage dans les activités agricoles, a indiqué le directeur des services agricoles, Saïd Thamène. Un programme ambitieux d'ouverture de 14 km de pistes rurales a ainsi été engagé,

dont 9 km ont été réceptionnés tandis que les travaux sur 5 autres km de pistes seront «prochainement» lancés pour faciliter aux agriculteurs de la région le transport de leurs récoltes, a précisé le responsable.

Selon la même source, un nouveau point de la Coopérative de céréales et légumes secs (CCLS) a été ouvert à la fin de la précédente saison agricole afin d'éviter aux agriculteurs de parcourir de longues distances pour livrer leurs récoltes en applica-

tion des instructions du ministère de tutelle. La DSA a retenu une opération à lancer «prochainement» pour installer 10 km de lignes électriques agricoles en vue d'alimenter les forages profonds de cette commune, les agriculteurs ayant souvent déploré le déficit en électricité et en pistes, entravant leurs activités agricoles. Selon des agriculteurs locaux, dont Mohamed El Hadi, plusieurs localités, dont Ras Tobba et Blida, comptant d'importants vergers d'oliviers et

de palmiers dattiers ainsi que d'importantes surfaces consacrées aux cultures maraîchères, n'ont pas accès à l'énergie électrique pour exploiter leurs forages profonds, subissant de ce fait des pertes financières annuelles. Larbi, agriculteur de la localité de Blida, a souligné que l'absence de pistes agricoles pour transporter ses récoltes l'oblige à recourir à la location de camions lui engendrant d'importants surcoûts et charges.

Lyes B.

Constantine

Plus de 2 682 km de fibre optique installés en 2020

Plus de 2 682 km de réseaux de fibre optique ont été installés à travers divers quartiers de la wilaya de Constantine au titre de l'exercice 2020, a-t-on indiqué dans un communiqué de la direction opérationnelle d'Algérie Télécom.

«La mise en place du réseau de fibre optique, qui figure parmi les principales missions menées par Algérie Télécom afin de permettre à un maximum de la population de bénéficier des offres ultramodernes Idoom ADSL et Idoom fibres, a donné lieu, en 2020, à la pose de plus de 75 km de fibre optique portant la boucle locale à 2 682,92 km», a-t-on précisé. Dans les zones d'ombre où

l'option 4G LTE constitue une solution efficace, il a été procédé à l'installation et à la mise en production de neuf équipements de type ENOD B, permettant à un nombre important d'habitants de ces régions de bénéficier des services technologiques de l'information et de télécommunication, a-t-il affirmé, notant que cette opération a contribué à porter le nombre de ces équipements à 59, totalisant une capacité globale de 43 660 accès.

Le développement du réseau a connu la mise en service de deux nouveaux optical line terminal (OLT) d'une capacité de 2x17 000 accès auxquels ont été reliés 3 360 clients à la technique

de Fiber to the Home (FTTH), répartis entre les nouveaux pôles urbains de la nouvelle ville, notamment les cités de l'Agence de l'amélioration et du développement du logement (AADL) et le quartier Bel Air, a précisé le document. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la modernisation des anciens réseaux par le FTTH ainsi que sept nouveaux équipements FTTC/FTTB, a-t-on souligné, relevant qu'un programme de modernisation des équipements d'accès, en cours d'exécution par les services de la direction opérationnelle, sera achevé «le premier trimestre de l'année 2021». Il a été souligné qu'un plan d'action a été établi par la direction opération-

nelle d'Algérie Télécom pour améliorer les prestations offertes aux abonnés, relevant que les responsables de ce secteur œuvrent aussi à adapter les conditions de travail des employés et d'accueil des clients à travers un vaste programme d'aménagement des structures commerciales et techniques d'Algérie Télécom. Les actions d'aménagement réalisées ont ciblé, durant la même période, quatre agences commerciales ainsi que le siège de la direction opérationnelle de Constantine et ce, dans le cadre de la promotion des conditions d'accueil des clients et de travail des employés. S. A.

Afin d'encourager les enfants à lire et à écrire

Lancement d'un concours national d'écriture

■ *Inciter les enfants à l'écriture et à la lecture est devenu plus qu'une nécessité pour créer des générations capables d'assurer le développement du pays. En effet, des efforts se font dans ce sens par différents établissements et associations. A Blida, l'initiative «Tifli Yakraa» (Mon enfant lit) a lancé dimanche un concours national d'écriture destiné aux enfants, a-t-on appris auprès de l'initiateur de cette compétition, Adel Zerrouk Zeraimi.*



PH/D.R.

Par Abia Selles

Le concours national ayant pour thème «Histoire et contes de Beit El Maqdis (mosquée El Quds)» est destiné aux enfants âgés entre 8 et 14 ans, de l'ensemble des wilayas du pays, a indiqué à l'APS M. Zeraimi. Les essais des enfants doivent être écrits exclusivement en langue arabe et comporter au moins 350 mots, sans dépasser les 700 mots, a-t-il ajouté.

Le délai de dépôt des sujets des candidats est fixé entre le 1^{er} et le 20 mars, selon la fiche de ce concours, dont les lauréats seront annoncés le 16 avril, coïncidant avec la Journée nationale du Savoir. Le jury de ce concours qui vise à inciter et encourager les nouvelles générations à l'écriture, est composé d'une pléiade d'enseignants et spécialistes de différentes wilayas. Toujours selon Adel Zerrouk Zeraimi, les

six premiers lauréats de ce concours seront récompensés avec des prix symboliques, avec en prime l'édition, par une maison d'édition nationale, des trente meilleurs sujets dans un livre.

A noter que l'initiative «Tifli Yakraa» a été fondée en 2016. Elle a obtenu le prix des pionniers de la lecture de la Bibliothèque centrale en 2018 et a été également honorée par un diplôme de reconnaissance du ministère de la Culture et des Arts, durant la Rencontre nationale des clubs et promoteurs de la lecture, organisée dernièrement. Cette initiative vise «l'ancrage de la culture de la lecture et de l'écriture à travers des ateliers interactifs, et la mise en place de clubs de lecture pour enfants, à travers les wilayas du pays, en vue d'atteindre le standard de lecture pour l'enfant algérien âgé de 3 à 16 ans», a indiqué M. Zeraimi.

A. S.

«La Serbie vue par des artistes algériens»

Une exposition de toiles inaugurée à Alger

La deuxième édition de l'exposition collective de toiles «La Serbie vue par des artistes algériens», évoquant l'amitié algéro-serbe à travers la mise en valeur des patrimoines culturels des deux pays, a été inaugurée, dimanche à Alger. Visible jusqu'au 4 mars à la galerie «Baya» du Palais de la culture Moufidi-Zakaria, l'exposition, célébrant l'amitié entre les deux pays et la fête nationale serbe (15 février), a été conjointement ouverte par la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda et l'ambassadeur de la République de Serbie, Aleksandar Jankovic. Donnant libre cours à leurs créativité, une quinzaine de plas-

iciens ont réalisé une cinquantaine de toiles conçues dans différents courants artistiques et un mélange de couleurs vives aux formes poétiques, figuratives ou abstraites. Les symboles des deux pays, la beauté de leurs paysages à l'âme balkanique et méditerranéenne, la richesse de leurs histoires et la profondeur de leurs traditions, sont autant de thèmes développés dans des toiles peintes à l'huile ou à l'acrylique dans des techniques mixtes.

A travers de belles poésies muettes ces artistes ont établi des passerelles d'amitié entre les deux pays à l'instar de Yacine Kezas, Assia Gas, Nadjima Laib, Djamilia Ababsia, Rachida Bakhti, Ahmed

Mechedal, Hadia Hadjeres ou encore Said Rahmani.

Ainsi, dans un élan créatif prolifique, Yacine Kezas a embelli l'espace avec «La femme poupée», «L'Homme et le Pouvoir», «L'attente d'une mère» et «Les jumeaux», alors que Assia Gas, autodidacte talentueuse au pinceau joyeux et pointu, a rendu «Leriem», «Le Canyon de l'Uvac» et «La forteresse de Smederevo» (symbole historique en Serbie).

En présence de représentants de différentes missions diplomatiques accréditées à Alger invités à ce vernissage, la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a rappelé la qualité des rela-

tions «hautement amicales» entre l'Algérie et la Serbie, mettant l'accent sur le rôle de l'art, «facteur de consolidation des liens culturels» entre les deux pays.

Malika Bendouda a annoncé le lancement, à la fin de la semaine en cours, de «Lawhati», un nouvel espace virtuel dédié aux arts plastiques.

De son côté, l'ambassadeur de la République serbe, Aleksandar Jankovic, a évoqué les liens amicaux et historiques entre la République de la Serbie, rappelant le parcours du photographe-caméraman serbe de la Révolution algérienne, Stevan Labudovic (1926-2017).

L. B.

Protection de La Casbah

Les associations invitées à s'impliquer

La Fondation Casbah a appelé, dimanche à Alger, à impliquer les associations de protection du patrimoine bâti de La Casbah d'Alger dans les différentes opérations de restauration envisagées par les pouvoirs publics pour la sauvegarde de ce site historique, inscrit au patrimoine mondial de l'humanité de l'Unesco en 1992.

Lors d'une rencontre avec la presse nationale, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de La Casbah (23 février), le chercheur Omar Hachi a souligné la nécessaire implication des associations de protection du patrimoine, à l'instar de la Fondation Casbah dont il est membre, dans les opérations de restauration envisagées par les pouvoirs publics afin de

coordonner les efforts de sauvegarde des éléments de ce patrimoine. La Fondation Casbah, qui connaît tous les aspects du dossier de réhabilitation de ce site historique, inscrit au patrimoine mondial de l'humanité, peut constituer une «force de proposition» pour le ministère de la Culture et les pouvoirs publics en charge de cette réhabilitation, a estimé M. Hachi lors de la rencontre qui a été marquée par l'installation de Hamid Haddadj à la tête de la Fondation en remplacement d'Ali Mebtouche.

Le chercheur a rappelé les différentes initiatives menées par les pouvoirs publics en faveur de La Casbah d'Alger et la chronologie de son classement depuis la promulgation d'un décret exécutif en 1973, puis en

1989, jusqu'à son inscription au patrimoine mondial de l'humanité de l'Unesco en 1992. Il a également évoqué l'arsenal juridique mis en place pour la protection du patrimoine historique et archéologique de l'Alger, citant particulièrement le Plan permanent de sauvegarde et de mise en valeur de La Casbah d'Alger (2013).

La situation de La Casbah s'est aggravée et compliquée davantage après le lancement des opérations de réaménagement en 1985 et le début des opérations de maintien non étudiées, voire non conformes aux normes par les entreprises d'entrepreneuriat.

Cette succession d'événements a mené à la démolition de quartiers et de lots en entier,

pour ne citer que les quartiers situés à «Zoudj Ayoun, Soustara, Souk El Djemâa», devenus des espaces vides toujours pas aménagés malgré leur valeur historique.

M. Hachi a pointé du doigt, dans ce sens, le chevauchement des modes de gestion dans les opérations d'aménagement au niveau des différents sites historiques et vieilles bâtisses à La Casbah, menées par des entreprises sous tutelle du ministère de la Culture et les services de wilaya d'Alger.

«Le plan des secteurs préservés visant le réaménagement de la ville entrave les opérations d'intervention dans le tissu urbain de La Casbah», a-t-il souligné.

Pour sa part, Abdelkrim Ziani,

membre de «Fondation Casbah» a passé en revue le passé séculaire de cette ville, considérée comme un espace urbain vivant, témoin de l'histoire mémorielle collective algérienne et du génie civil local, mettant en avant les efforts déployés par les membres de la Fondation en vue de «protéger la ville séculaire et réhabiliter ce centre historique». A l'occasion de cette manifestation coïncidant avec la Journée nationale de La Casbah, un musée a ouvert ses portes pour permettre aux visiteurs de s'informer, via des photographies, sur les martyrs parmi les enfants de La Casbah qui sont tombés au champ d'honneur pour recouvrer l'indépendance.

M. K.



Moyen-Orient

Un général américain à Oman, avec l'Iran en ligne de mire

■ Un haut responsable militaire américain a profité d'une visite à Oman pour appeler l'Iran à s'abstenir de toute provocation, au moment où la nouvelle administration américaine de Joe Biden dit vouloir relancer le dialogue avec Téhéran.

Par Mourad M.

« Je pense que c'est le moment pour que tout le monde fasse preuve de retenue et de prudence, et voit comment ça se passe », a déclaré le général Kenneth McKenzie, qui commande l'ensemble des forces américaines au Moyen-Orient, au cours d'un entretien avec l'AFP dimanche. « Mais nous sommes prêts à toute éventualité », a-t-il prévenu.

« Beaucoup de choses vont être déterminées dans les prochains mois », a ajouté le général McKenzie, chef du Commandement central de l'armée américaine (Centcom), alors que le gouvernement de M. Biden a fait plusieurs gestes ces derniers jours en direction de Téhéran pour relancer l'accord international de 2015, censé encadrer le programme nucléaire iranien.

Le général américain a estimé que « les Iraniens devraient s'ef-

forcer d'être reconnus comme des membres responsables de la communauté des nations et une nation stable dans la région », en renonçant à leurs activités « néfastes ».

Les États-Unis accusent l'Iran de déstabiliser la région en soutenant financièrement et militairement des groupes armés, notamment en Irak, au Liban ou encore au Yémen.

Ils reprochent également aux Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de la République islamique, de perturber le trafic maritime dans le détroit stratégique d'Ormuz, par où transite le tiers du pétrole transporté par voie maritime dans le monde.

Le détroit d'Ormuz a ainsi figuré au centre de la visite du général américain à Oman, destinée officiellement à prendre contact avec le nouveau chef d'état-major du pays, le contre-amiral Abdallah Ben Khamis Al-Raisi.

Samedi, il a visité la base

navale omanaise de Khassab, qui assure le contrôle du trafic maritime de ce détroit depuis la péninsule au paysage rugueux de Musandam, au nord du pays.

Le général McKenzie a même survolé le détroit à bord d'un hélicoptère, s'approchant à 45 km de l'île iranienne de Qeshm, de l'autre côté du détroit. « C'était brumeux, je n'ai pas pu la voir », a-t-il souri.

La visite s'est déroulée sans incident mais elle avait été entourée de discrétion et le responsable militaire n'a pas exclu que l'Iran tente de nouveau de venger l'assassinat à Bagdad, en janvier 2020, par l'armée américaine du général Qassem Soleimani, chef de la Force Qods, chargée des opérations extérieures des Gardiens de la Révolution.

« Il y a un risque qu'ils soient tentés de frapper des bases américaines dans la région », a-t-il admis. « Mais nous évaluons constamment les mesures de protection de nos forces ».

Lui-même pourrait-il être visé par une attaque ? « Je suis un vieux général des Marines. J'ai été confronté au risque à de nombreuses reprises et en de nombreux endroits. Je suis convaincu que nous avons de bonnes mesures de protection ».

Un compte Twitter lié au guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a publié le mois der-



nier un appel à la vengeance pour l'assassinat du général Soleimani, semblant viser son commanditaire, l'ancien président américain Donald Trump.

Mais de nombreuses attaques attribuées à des groupes pro-iraniens ont frappé ces derniers mois des bases militaires utilisées par l'armée américaine en Irak. Le Sultanat d'Oman est allié des États-Unis, qui y utilisent plusieurs bases aériennes ainsi que le port de Salalah (sud). Mais il a aussi des liens avec l'Iran, et les sanctions internationales contre Téhéran frappent directement l'économie omanaise. Les interlocuteurs omanais du général McKenzie ne lui ont d'ailleurs pas caché leur satisfaction de voir l'administration Biden abandon-

ner la politique de « pression maximale » contre l'Iran, qui a coûté très cher au Sultanat en termes d'échanges commerciaux avec Téhéran.

Ce petit pays de 4,5 millions d'habitants a connu une transmission pacifique du pouvoir à la mort, il y a un an, de son dirigeant historique, le sultan Qabous.

Le sultan Haitham, qui lui a succédé, a mis en place une nouvelle équipe gouvernementale et a procédé à un large remaniement à la tête des forces armées, mais il a assuré vouloir maintenir la politique de neutralité et le rôle de médiateur du pays dans une région du Golfe sous tensions.

M. M.



Commentaire

Frontières

Par Fouzia Mahmoudi

Tout comme Nicolas Sarkozy puis François Hollande, Emmanuel Macron est aujourd'hui accusé par ses opposants de faire la courte échelle à Marine Le Pen pour espérer, en cas de nouveau tour au second tour de la prochaine présidentielle avec la dirigeante du Rassemblement National, gagner le scrutin en appelant au vote républicain. Un vote barrage contre le RN qui permettrait à Macron, malgré son mandat catastrophique, de remporter un nouveau quinquennat à l'Élysée. Pour défendre le président français, le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal, a ainsi dit dans le Journal du Dimanche espérer « un second tour sans l'extrême droite » à la présidentielle de 2022, à rebours des projections des sondages qui laissent pourtant augurer un second tour Macron - Le Pen. « Je constate à l'inverse que nos oppositions cherchent à tout prix à nous affaiblir pour s'assurer, elles, un face-à-face avec Le Pen », explique-t-il. « Comme si elles étaient assurées de l'emporter ! Ne jouons pas avec le feu et mobilisons-nous pour que Marine Le Pen soit reconduite à la frontière de la vie politique par le vote des Français ». Interrogé sur l'éventualité d'une opposition Macron-Le Pen au second tour qui serait extrêmement favorable au premier, Gabriel Attal assure ne pas faire de « tels calculs » qui relèveraient, selon lui, d'« un cynisme absolu ». Sur les questions régaliennes, le porte-parole du gouvernement estime que « le RN a prospéré sur ces sujets parce que les gouvernements précédents ont fui leurs responsabilités ». « Nous, nous les affrontons et nous y répondons », poursuit-il. « C'est le cas avec le projet de loi sur le séparatisme, qui met nos oppositions face à leurs contradictions. Lors du vote de ce texte, le RN s'abstient alors qu'il prétend vouloir combattre les ingérences étrangères. La gauche ne nous soutient pas dans notre combat pour la primauté de l'école de la République. La droite ne plus dans la lutte contre l'islamisme politique ». Selon Gabriel Attal, « le danger serait de laisser penser que nous partageons avec le RN les mêmes constats et objectifs, et que notre seule différence serait un degré d'efficacité. (...) Nous, on se bat pour remettre de la République dans les quartiers, en dédoublant les classes, en ouvrant des centres de santé, en aidant les jeunes méritants à accéder à la Fonction publique. Sur tous ces sujets, Marine Le Pen n'est pas molle : elle est absente ». Toutefois, quoique dise Attal, il ne convaincra pas l'opposition qui de son côté manque de personnalités présidentiables et craint donc de voir Macron et Le Pen s'envoler pour le second tour en 2022, laissant les candidats de droite et de gauche loin derrière. Mais il reste encore une année aux opposants pour trouver des candidats crédibles, capables de séduire les Français, de moins en moins intéressés par la politique et surtout par les élections qui enregistrent toujours plus d'abstentions. F. M.

Birmanie

Des milliers de manifestants bravent les menaces de la junte

Des dizaines de milliers de personnes sont descendues hier dans les rues de plusieurs villes birmanes pour dénoncer encore le coup d'État militaire, bravant les avertissements de la junte qui menace de recourir à la force létale pour en finir avec « l'anarchie ».

Cette mise en garde est intervenue dimanche, au terme d'un week-end endeuillé par le décès de trois manifestants, et marqué par les funérailles d'une jeune femme qui avait succombé vendredi à ses blessures.

Trois semaines après le putsch du 1^{er} février et l'arrestation de l'ancienne cheffe du gouvernement civil Aung San Suu Kyi, la mobilisation pro-démocratie ne faiblit pas, avec des manifestations quotidiennes et une campagne de désobéissance civile qui perturbe le fonctionnement de l'État et l'économie.

« Les manifestants sont en train d'inciter les gens, notamment les adolescents et jeunes exaltés, à se lancer sur la voie de la confrontation où ils périront », ont averti, dimanche soir, les autorités dans un communiqué en birman lu sur la chaîne

publique MRTV, et dont une traduction anglaise apparaissait à l'écran. Le texte mettait en garde les manifestants contre la tentation d'inciter la population à « l'émeute et à l'anarchie ».

Le rapporteur spécial de l'ONU pour les droits de l'Homme en Birmanie, Tom Andrews, s'est dit profondément inquiet par ces menaces.

« Avertissement à la junte : contrairement à 1988, les agissements des forces de sécurité sont enregistrés et vous devrez rendre des comptes », a-t-il dit sur Twitter.

La mise en garde du pouvoir n'a pas dissuadé les manifestants de descendre dans les rues de Rangoun, où des dizaines de milliers de personnes ont défilé.

« Nous sommes ici aujourd'hui pour nous associer à la contestation, pour nous battre jusqu'à ce que nous gagnions », a déclaré Kyaw Kyaw, un étudiant de 23 ans. « Nous nous inquiétons de la répression mais nous continuerons. Nous sommes tellement en colère ».

Les habitants de Rangoun ont pu constater hier un renforce-

ment des dispositifs de sécurité dans la capitale, avec nombre de camions de la police et de l'armée dans les rues, alors que des barrages avaient été érigés dans les rues proches du quartier des ambassades.

« L'armée a injustement pris le pouvoir au gouvernement civil élu », a dénoncé un manifestant de 29 ans sous couvert de l'anonymat. « Nous nous battons jusqu'à ce que nous obtenions notre liberté, la démocratie et la justice ».

Des milliers de personnes ont aussi manifesté dans la capitale Naypyidaw qui est aussi un bastion de l'armée. Des rassemblements ont également eu lieu dans les villes de Myitkyina (nord) et Dawei (sud).

Nombre de marchés et magasins sont restés fermés à Rangoun et dans d'autres villes, après des appels à la grève générale pour amplifier le mouvement de désobéissance civile.

Dimanche, les Birmans avaient rendu hommage à la première victime de la répression militaire, une jeune épicière devenue une icône de la résistance anti-junte.



Leicester City Besiktas entame les négociations pour Ghezzal

LA DIRECTION du Besiktas (Div.1 turque de football) aurait entamé des discussions avec Leicester City (Premier League anglaise) pour le transfert définitif de l'ailier international algérien Rachid Ghezzal, prêté une saison au club stambouliote, rapporte, dimanche, la presse locale. Le club anglais aurait fixé un rendez-vous à la direction du Besiktas au terme de la saison en cours. Les Anglais espèrent céder le joueur algérien contre un chèque de 5 millions d'euros, précise la même source. Ghezzal (28 ans) a réussi à faire l'unanimité autour de lui, occupant la tête du classement des passeurs du championnat turc avec 10 offrandes, alors qu'il vient d'ouvrir son compteur buts, lundi dernier

lors de la victoire décrochée en déplacement face à Genclerbirligi (3-0), dans le cadre de la 24^e journée. Blessé aux adducteurs lors de cette même rencontre, Ghezzal devrait être éloigné des terrains pour une période de deux semaines. Un véritable coup d'arrêt pour l'Algérie, qui a disputé 17 matchs en tant que titulaire. Ghezzal avait rejoint le club stambouliote en octobre dernier, pour un prêt d'un an en provenance de Leicester City avec lequel il est sous contrat jusqu'en 2022. Il avait rallié Leicester en 2018, en provenance de l'AS Monaco, contre un chèque de 14 millions d'euros, mais n'a joué que 23 matchs sous le maillot des «Foxes» pour seulement 3 buts.

Ligue 1 (15^e journée)

L'affiche MCA-JSK fixée au 27 février

L'AFFICHE de la 15^e journée du championnat de Ligue 1 entre le MC Alger et la JS Kabylie se jouera le samedi 27 février au stade olympique du 5-Juillet (16h00), selon le programme dévoilé dimanche par la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site officiel. Six rencontres se joueront la veille, dont celle du co-leader l'Olympique Médéa, face au CS Constantine. Le match CA Bordj Bou-Arréridj-CR Belouizdad, programmé vendredi, devrait être reporté à une date ultérieure en raison de l'engagement du club algérien en Ligue des champions d'Afrique. «Dans le cas où la CAF programme le match CRB-Mamelodi Sundowns

le 27 ou 28 février, le match CABBA-CRB sera reporté à une date ultérieure», a précisé la LFP. Le Chabab devait recevoir mardi les Sud-Africains de Mamelodi Sundowns, dans le cadre de la 2^e journée de la phase de poules (Gr. B) de la Ligue des champions, mais le match s'achemine vers une délocalisation à Dar Es-Salaam (Tanzanie) le 28 février, en attendant l'aval de la Confédération africaine (CAF). Sur demande du club algérien, la Fédération algérienne (FAF) a saisi la CAF pour reporter et délocaliser ce match, en raison des risques de contamination au variant sud-africain de coronavirus.

Tunisie

Trois Algériens signent à l'ES Sahel

C'EST DÉSORMAIS officiel, l'Étoile du Sahel a enregistré, hier dans la soirée, la signature de trois joueurs algériens. Dans un communiqué officiel, le club a annoncé la signature de l'ancien de l'Espérance Tunis, Tayeb

Meziani, qui était libre de tout contrat et qui s'est engagé jusqu'en 2022, mais aussi celle du latéral droit international Hocine Benayada ainsi que Boutemene jusqu'en 2023 en provenance du Club Africain.

CS Constantine

La direction décide de libérer les attaquants Djahnit et Redjimi

LA DIRECTION du CS Constantine (Ligue 1) a décidé de libérer les attaquants Youcef Djahnit et Adam Redjimi en prévision du renforcement de l'effectif lors du prochain mercato, a déclaré, dimanche, le directeur sportif de l'équipe constantinoise, Yacine Bezzaz. Ces deux joueurs ont été avisés par la direction du club de leur libération du fait qu'ils ne font plus partie des plans de l'entraîneur de l'équipe, Miloud Hamdi, a indiqué dans une déclaration, M. Bezzaz, soulignant que cette décision a été prise en vue d'entamer la préparation de la phase de renforcement du compartiment offensif par de nouveaux joueurs lors de la période de mercato, prévue au mois de mars prochain. Et

d'ajouter : «Nous allons engager les négociations et les démarches administratives nécessaires de la libération de ces deux éléments avec leurs managers», assurant que la direction s'emploiera «à régler les impayés de ces joueurs dans les prochains délais». Par ailleurs, le directeur sportif du CS Constantine a révélé que le défenseur Ahmed Maameri rejoindra «prochainement», à titre de prêt, un autre club de Ligue 1. Il a également fait savoir que la piste de l'ancien défenseur des Sanafirs, Hocine Benayada, a été abandonnée, du fait que ce dernier est à l'affût d'une autre expérience à l'étranger après l'échec de celle qu'il avait tentée avec le Club Africain (Tunisie).

Ligue des champions d'Afrique/MCA-EST ce soir

Le «Doyen» vise les trois points

■ Le Mouloudia d'Alger vise les trois points du succès lors du match qui l'oppose ce soir, au stade 5-Juillet d'Alger, à l'Espérance de Tunis, pour le compte de la deuxième journée de la phase des poules de la Ligue des champions d'Afrique.



Le Mouloudia défie l'EST

Par Mahfoud M.

Après avoir réussi le nul au Caire face à la formation égyptienne du Zamalek, les gars du Doyen aspirent à décrocher les trois premiers points et le succès face au champion d'Afrique, dans un derby maghrébin qui s'annonce très palpitant. Les Rouge et Vert souhaitent confirmer leur retour en force surtout lors de cette compétition à laquelle ils attachent une très grande importance, vu que le club souhaite décrocher un titre africain en fêtant comme il se doit son centenaire, cette année. Il est clair que la mission ne sera pas de tout repos, d'autant qu'il s'agit d'un gros morceau et d'un géant d'Afrique qui a l'habitude de jouer les premiers rôles dans cette compé-

tion et même de décrocher les trophées. A rappeler que l'EST avait remporté le succès à domicile face aux Sénégalais de Teungueth sur le score de 2 à 1. Elle tentera donc de confirmer ce résultat et ajouter d'autres points à son escarcelle pour garder la tête du groupe D. Pour ce match, les gars de Bab El Oued jetteront toutes leurs forces dans la bataille avec l'espoir de décrocher cette victoire qui leur permettra de souffler et de se rapprocher de leur objectif de se qualifier aux quarts de finale, sachant que la direction a mis le paquet pour atteindre ce tour et promis une prime de 80 millions à chacun au cas où ils arriveraient à l'atteindre. Le nouveau coach du Mouloudia, Abdelkader Amrani, a reconnu que le match sera difficile face à un adversaire coriace. Malgré

cela, il demande aux joueurs de prendre leurs responsabilités lors de cette rencontre et tenter de trouver les solutions. Pour ce qui est de la préparation pour cette empoignée, il pense que le fait que l'équipe ne s'était pas préparée sur le terrain officiel pose quelques problèmes. Amrani s'inquiète également du calendrier infernal qui attend l'équipe lors du mois de mars où il aura à jouer pas moins de trois matchs en retard. Pour ce qui est de l'effectif, il faut savoir que le MCA récupérera Bourdim et Benaldjia qui se sont rétablis et qui devraient être d'attaque, même si le dernier mot reviendra au premier responsable du staff technique qui prendra sa décision afin de les incorporer après avoir discuté avec le médecin de l'équipe.

M. M.

Coupe de la Confédération (16^e de finale «bis» retour)

L'ESS et la JSK qualifiées

L'ES SÉTIF s'est qualifiée à la phase de poules de la Coupe de la Confédération africaine de football, après son match nul (0-0) devant les Ghanéens d'Asante Kotoko, pour le compte de la manche retour des 16^e de finale «bis», disputée dimanche au stade 8-Mai-1945 de Sétif. Lors de la première manche disputée dimanche dernier, l'Entente avait réalisé une excellente opération en allant s'imposer à Accra (2-1).

Même s'il pense que son équipe a réalisé le plus important en décrochant cette qualification à la phase des poules de

la Coupe de la CAF, le coach tunisien de l'ES Sétif, Nabil El Kouki, a souligné que son équipe a raté plusieurs occasions pour inscrire des buts et tuer le match. El Kouki ajoutera qu'il était conscient de la difficulté de la tâche lors de ce match retour.

De son côté, la JS Kabylie, deuxième représentant en Coupe de la Confédération africaine de football, a également validé son billet pour la phase de poules, en battant le Stade Malien sur le score de 1 à 0 (aller 1-2). L'unique but de la rencontre a été inscrit par Badreddine Souyad à la 5^e minute de

jeu pour la JSK. Les «Jaune et Vert», qui ont profité du report du match de la 14^e journée de championnat contre le RC Relizane pour peaufiner leur préparation, ont évolué au grand complet, un atout pour le staff technique qui a présenté son effectif-type face à une formation malienne très accrocheuse. La JSK doit sa qualification essentiellement à la fraîcheur physique des joueurs qui y ont cru, même s'ils n'ont pas livré un grand match devant un adversaire qui a créé énormément de difficultés aux coéquipiers de Hamroune.

M. M.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tlemcen

Saisie de kif traité

LES SERVICES de la sûreté de la daïra de Beni Boussaid (Tlemcen) ont saisi 4,400 kg de kif traité, a indiqué, hier, un communiqué de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. L'opération a eu lieu suite à l'exploitation d'informations faisant état d'un groupe de

personnes activant dans le trafic de drogue. La mise en œuvre d'un plan a permis aux policiers l'arrestation des quatre mis en cause, la saisie de la quantité de drogue, deux véhicules et une somme d'argent, a-t-on fait savoir.

G. H.

Béjaïa

80 hectares de végétations brûlés dans des feux simultanés

PAS MOINS de 80 hectares de couvert végétal ont brûlé dans la nuit de dimanche à lundi dans la wilaya de Béjaïa, dont les foyers d'incendie simultanés n'ont épargné aucune espèce, indique un communiqué de la Protection civile.

Au total, 31 feux ont été déplorés durant un laps de temps, affectant les essences forestières et les arbres fruitiers, notamment les oliviers, ainsi que celles courantes dont les maquis et la broussaille, est-il précisé.

Le même communiqué souligne que ces foyers d'incendie ont été répertoriés sur l'ensemble du territoire de la wilaya, autant à l'Est (Tichy, Aokas, Souk-El-Tenine, Draa-El-Gaid) et

l'ouest (Sakket, Boulimat) qu'au sud, notamment le massif de Moka (Ighil Ali).

Les causes de ces incendies, exceptionnels en cette période humide de l'année et survenus à des heures tardives de la nuit, n'ont pas été précisées.

Il reste cependant que la météo a été un facteur favorable et accablant, marquée par le soufflement, à partir de l'après-midi de dimanche, de vents très forts et l'apparition d'un climat à effet de serre, une conjonction de chaleur et de grisaille qui, a priori, a facilité la progression des flammes, a-t-on expliqué.

Hier matin tous les feux ont été éteints, a-t-on ajouté.

G. H.

Réfugiés

Un bateau rohingya à la dérive avec huit morts à bord

AU MOINS huit Rohingyas sont morts à bord d'un bateau transportant des dizaines de réfugiés, dont des femmes et des enfants, après une avarie en mer, ont indiqué, hier, une ONG et l'agence des Nations unies aux réfugiés (UNHCR).

Le navire est parti du Bangladesh le 11 février avec 90 personnes à bord, dont 65 femmes et jeunes filles, a indiqué Chris Lewa, de l'ONG Arakan Project.

Mais il est tombé en panne après quelques jours et a dérivé dans la mer d'Adaman au large de l'Inde, tandis que les passagers ont commencé à manquer d'eau et de nourriture à bord, a expliqué la responsable de l'organisation qui tente de suivre les bateaux de Rohingyas.

Six femmes et deux hommes sont morts de déshydratation, selon l'ONG qui est en contact avec des réfugiés à

bord. L'UNHCR a confirmé plusieurs décès à bord.

Les autorités maritimes indiennes sont arrivées dans la zone récemment et ont fourni des vivres aux réfugiés, a indiqué Chris Lewa.

L'agence onusienne a appelé à «une action immédiate (...) pour sauver des vies et éviter d'autres drames».

«Nous appelons tous les gouvernements à déployer des équipes de sauveteurs et à faire débarquer ceux qui sont en détresse», a lancé l'UNHCR.

Les Rohingyas sont originaires de la Birmanie en majorité bouddhiste.

Quelque 750 000 d'entre eux ont fui les exactions de l'armée birmane en 2017 et vivent au Bangladesh dans ce qui est décrit comme le plus grand camp de réfugiés au monde.

Kamel L.

Accident de la circulation

Trois décès et 16 blessés entre In Salah et El-Menia

TROIS PERSONNES ont trouvé la mort et 16 autres ont été blessées, dimanche soir, dans un accident suite au renversement d'un camion entre In Salah et El-Menia, a-t-on appris des services de la Protection civile à

Tamanrasset.

Selon la même source, les éléments de l'unité secondaire de la Protection civile d'In Salah sont intervenus hier à 21h27, suite au renversement d'un camion à 55 km au nord d'In Salah sur la route menant



Secteur du Doukj libéré

L'armée sahraouie saisit une quantité de drogue provenant du Maroc

■ Une unité des forces de l'Armée populaire de libération sahraouie, relevant de la 1^{re} Région militaire (secteur opérationnel du Doukj libéré), a saisi des quantités importantes de drogue, dans le cadre de la protection des frontières et des territoires sahraouis libérés et la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, a indiqué, hier, un communiqué du ministère sahraoui de la Défense.

Par Rachid C.

Selon le communiqué, rapporté par l'Agence de presse sahraouie (SPS), «la quantité saisie est estimée à 200 kg de haschisch traité, provenant du Royaume du Maroc, sachant que les services de renseignement marocains utilisent ce trafic pour financer le crime organisé et les groupes terroristes activant dans

les régions du Sahel et du Sahara, en particulier au nord du Mali. Ces quantités de drogue sont écoulees à travers des bases de l'armée marocaine au niveau de la ceinture de la honte, en vue de les introduire en Mauritanie, pays frère, et même sur le territoire malien».

Le communiqué a souligné que «malgré l'intensification des combats le long du mur marocain, cela n'a pas empêché les

appareils officiels marocains de poursuivre leur politique d'inondation de la région avec les drogues qui constitue une réelle menace pour sa sécurité».

Le ministère sahraoui de la Défense a expliqué que la quantité de drogue saisie avait été détruite et brûlée en présence du représentant du parquet général et du coordonnateur de la région et de son état-major, jeudi dernier.

R. C.

Tunisie

La P-DG de Tunisair limogée

LA P-DG de la compagnie Tunisair, Olfa Hamdi, a été limogée hier, a annoncé le ministère tunisien du Transport et de la Logistique sans donner plus de détails.

Ce limogeage intervient sur fond de différends avec l'Union générale tunisienne du travail (Uggt), principal syndicat tuni-

sien, et de crise financière à laquelle fait face la compagnie depuis des années, selon l'agence de presse TAP.

Une crise qui s'est exacerbée avec la chute de l'activité aérienne, suite à la pandémie de Covid-19 et de la saisie conservatoire effectuée la semaine dernière par la société TAV Tunisie sur les comptes bancaires de la compagnie Tunisair.

La saisie conservatoire, qui visait le recouvrement de 8 millions d'euros, par rapport à un total de dettes de 20 millions d'euros, a été levée, suite à un accord, signé vendredi 19 février 2012, entre le groupe Tunisair, l'Office de l'aviation civile et des aéroports (Oaca) et TAV Tunisie.

Les syndicats du personnel de Tunisair relevant de l'Uggt avaient décrété une grève vendredi, qui avait été annulée suite à cet accord. Cependant, l'ancienne P-DG de la compagnie tunisienne a posté sur Facebook un document mettant en cause le secrétaire général de l'organisation syndicale.

Si le département du Transport n'a pas précisé les raisons du limogeage, le ministre du Transport et de la Logistique tunisien, Moez Chakchouk, a expliqué, hier sur Shems FM, la décision par le comportement de Hamdi, qui n'a pas respecté «le devoir de réserve, en publiant des documents administratifs sur Facebook».

O. N.